



3 minutes pour les jeunes.

Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national,
Madame la Conseillère aux Etats, Monsieur le Conseiller aux Etats,

La lecture de cette prise de position ne vous prendra pas plus de trois minutes. Elle vous apporte un éclairage bref mais précis sur un thème touchant l'enfance et la jeunesse.

Nous vous souhaitons une fructueuse session de printemps 2017, *Sami Kanaan, président de la CFEJ*

Des bases solides pour une éducation civique efficace

La démocratie suisse est largement considérée comme un exemple réussi d'implication des citoyens dans les affaires publiques, mais elle est aussi très exigeante. Plus qu'ailleurs, il est nécessaire d'investir dans la formation politique des citoyens, ceci dès leur plus jeune âge. Cohérente avec son engagement de longue durée en faveur de la participation politique des jeunes, la CFEJ vous invite à donner suite au postulat d'Andrea Caroni (16.4095) « Stratégie globale en matière d'éducation civique ». Disposer d'un rapport sur les acteurs et les bonnes pratiques ainsi que définir une stratégie globale, permettraient d'identifier les lacunes, d'éviter des doublons et de créer des synergies. L'éducation civique en ressortirait plus forte et plus efficace.

La participation politique des jeunes est souvent montrée du doigt. Mal informés et peu intéressés, les jeunes seraient les maillons faibles de la démocratie suisse. Ces clichés sont étonnamment résistants et

cachent une réalité bien plus diverse. De nombreux jeunes citoyens s'engagent avec passion dans les débats de société. Une bonne partie d'entre eux participent par le biais des votes et des élections. Nombreux à contribuer à des débats menés sur les réseaux sociaux, ils sont actifs sur des blogs, signent des pétitions en ligne ou lancent des smartmobs. Les « jeunes » sont divers, et leur participation à la vie de la Cité l'est également.



L'éducation civique est essentielle à la démocratie et produit des effets durables si on l'introduit précocément.

Par-delà ces situations individuelles, la notion de participation citoyenne reste centrale. En 2008, le Conseil fédéral a défini la participation comme l'un des trois axes de sa politique de l'enfance et de la jeunesse. Cette participation repose sur une éducation politique solide, donnée à l'ensemble des jeunes du pays. Pour la CFEJ, il s'agit avant tout de fournir à chacun les instruments et les connaissances pour jouer son rôle de citoyen de manière libre et éclairée. Cet investissement dans l'éducation civique est un investissement essentiel à la vie démocratique –



pour tous les citoyens, mais plus spécifiquement pour les jeunes.

Une participation politique forte

La démocratie vit de la participation active et informée de l'ensemble de ses membres. Un débat de qualité exige non seulement des informations, la connaissance des institutions, mais aussi des compétences en matière d'engagement. Bon nombre de projets portent sur la qualité et l'accessibilité des informations fournies aux jeunes citoyens avant un scrutin (p.ex. de type easyvote). Des progrès réjouissants ont été accomplis sur ce front. Ensuite, il s'agit d'améliorer les connaissances de base sur le fonctionnement du système politique. Ces connaissances ne doivent pas seulement être descriptives (p.ex. « Combien d'élus compte le Parlement fédéral ? »), mais aussi porter sur de véritables compétences citoyennes. Les questions pertinentes sont les suivantes : Quelles sont mes responsabilités de citoyen ? Comment puis-je faire entendre ma voix ? Comment m'engager plus avant ?

Le mythe du « bon citoyen »

A la différence de ses voisins, notamment l'Allemagne, la Suisse n'a pas de tradition d'éducation civique. Ce « Sonderfall » s'explique par le mythe du bon citoyen helvétique. La démocratie directe et le système fédéraliste semblent aller de pair avec les compétences politiques. A voter souvent, le Suisse apprend nécessairement à devenir un bon citoyen. La magie de la démocratie directe semble à l'œuvre. Tout à l'inverse, la démocratie suisse est très exigeante avec ses citoyens. Elle attend d'eux une participation active et très poussée. A chaque niveau de compétences (communal, cantonal, fédéral, international), les institutions politiques sont complexes et les décisions à prendre difficiles. Afin que les vertus de notre système tant vanté de démocratie directe puissent perdurer face à une complexité accrue des enjeux abordés, il est d'autant plus nécessaire

d'investir en Suisse dans la formation politique des citoyens.

En demandant un état général des projets en Suisse et à l'étranger, le postulat Caroni pose les bases d'une stratégie tournée vers l'avenir. Il permettrait d'acquérir une vue d'ensemble des acteurs et des projets menés à bien à tous les niveaux de l'enseignement scolaire, mais aussi dans le domaine extras-



Disposer d'une vue d'ensemble et d'une stratégie globale pour renforcer l'éducation civique et la rendre plus efficace

colaire. Des bonnes pratiques et le potentiel inhérent aux nouvelles technologies pourraient être mis en exergue. Par ailleurs, il serait possible de créer des synergies et d'éviter des doublons. L'éducation civique en ressortirait plus efficace et plus forte. Finalement, la mise à disposition des résultats offrirait l'opportunité de lancer un débat public sur les compétences nécessaires à l'exercice de la citoyenneté en Suisse.

La CFEJ vous invite à accepter le postulat 16.4095. Sa réalisation constituerait une étape importante pour améliorer l'éducation civique et, à terme, contribuer à une meilleure participation politique de l'ensemble des citoyens.



Pour toute information

Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse CFEJ

Effingerstrasse 20, 3003 Berne

Tél. +41 58 462 92 26

ekkj-cfej@bsv.admin.ch

www.cfej.ch